



4 juin 2024

Identité alsacienne, entre bluff, vouloir et pouvoir !

Identité pas menacée ici, identité pas revendiquée là.

Il nous est donné d'entendre des choses pleines d'arrogance venant des prosélytes du Grand Est. Par exemple : l'identité de l'Alsace ne serait en rien menacée depuis sa fusion dans le Grand Est. Certes, si l'Alsace n'est qu'un mot, son existence ne semble pas menacée. Mais l'Alsace n'est-elle pas plus que cela ?

Il nous a été donné d'entendre des choses pleines de retenue venant de membres éminents de la classe politique alsacienne. La question du retour à une région alsacienne ne serait pas une question identitaire. On s'effraie du nom, alors que c'est justement parce que l'on n'a pas tenu compte de son identité que l'Alsace a pu si aisément être fusionnée dans le Grand Est¹.

De quoi parle-t-on ?

Il faut distinguer identité personnelle et identité collective. Si le problème ne se situe pas au niveau de la première, c'est le cas de la seconde, parce que parler d'Alsace, c'est parler de l'identité collective alsacienne.

L'identité collective n'existe pas en soi ! Il n'y a d'identité collective que dans la rencontre d'identités personnelles, d'individus partageant des identifications et en rejetant d'autres. C'est ce « partagé » qui fait le collectif qui en retour le recherche. L'identité collective est en cela une construction opérée par une collectivité en fonction d'une stratégie identitaire. C'est au travers de la socialisation qu'elle s'installe dans la conscience des individus pour construire le lien social, l'union des individus. L'école et les médias en sont les principaux outils.

Ce processus identitaire existe évidemment fortement au niveau national. L'État français n'a de cesse depuis très longtemps de travailler à la construction d'une collectivité appelée nation, et plus à une francité fondée sur l'unicité de la langue, de l'histoire et de la culture, qu'à une « francitude » reposant sur la diversité des langues, des histoires et des cultures de France, plus à une union dans l'uniformité qu'à l'union dans la diversité.

¹ Le schéma de pensée qui a conduit à la réforme territoriale de 2015 était résumé par Madame Lebranchu, alors ministre en charge des Collectivités territoriales. En France disait-elle, la région « est un outil institutionnel pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique ». N'étant pas reconnue dans son identité, il était alors aisé de faire disparaître la région Alsace.

Une identité alsacienne diffuse et confuse, coincée entre un jacobinisme français toujours insistant et un girondisme alsacien trop peu assumé ou trop timoré.

De son côté et en conséquence, l'Alsace peut-elle mettre en œuvre un tel processus identitaire ? La réponse est clairement, non ! Ce qui ne veut pas dire que l'identité alsacienne n'existe pas. Mais elle est plus diffuse et confuse, que construite. Il ne suffit pas d'être ensemble sur un espace, d'éprouver des sentiments alsaciens pour faire Alsace.

C'est le « partagé » qui n'existe pas véritablement, qui n'est pas recherché ou encore possible. Ainsi, si l'Alsace a une histoire, elle n'a pas de mémoire et donc n'est pas traversée par un récit, un narratif alsacien de ce qu'est l'Alsace, de ce qu'elle a été et de ce qu'elle pourrait être. Ce qui en retour ne pousse pas au développement d'une revendication en faveur de pouvoirs et de moyens permettant justement une construction identitaire. C'est l'histoire du serpent qui se mord la queue.

On ne résout bien que ce qui est clairement énoncé.

Ce que les Alsaciens déplorent en premier lieu dans la situation actuelle, c'est de ne plus être reconnus en tant que tels, au travers d'une institution politique alsacienne pleine et entière, alors qu'ils ont toujours été de bons enfants de la République. Ils ont très bien intégré le fait qu'une région dont l'identité n'est pas reconnue peut aisément être dissoute et le fait aussi qu'une région Alsace retrouvée n'aurait guère plus de pouvoirs et de moyens que n'en avait la région dissoute et que n'en a le Grand Est.

C'est donc bien en premier lieu pour eux une question d'identité. Pour répondre à leur demande, il y a une double revendication à formuler. Celle en faveur de la reconnaissance d'une identité et celle des pouvoirs et des moyens pour la construire. L'une ne sera satisfaite sans l'autre. Les deux ont partie liée. Cela passe par l'obtention d'une vraie CSP et par la sortie du cadre départemental actuel de la CeA.

On a tout à gagner à dire les choses comme elles sont et comme elles devraient être.

L'Alsace se trouve à la croisée des chemins. Soit elle disposera à l'avenir des pouvoirs et des moyens lui permettant de définir et de gérer ce qui lui est propre, tout en définissant et gérant avec d'autres ce qui est commun, soit elle disparaîtra dans les oubliettes de l'histoire, alignée qu'elle serait sur l'uniformité jacobine qui se veut d'unir les mêmes et non les différents et qui ce faisant crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous les mêmes propriétés ou presque.

N'ayons pas peur de dire les choses comme elles sont et comme elles devraient être. Nous sommes responsables de notre futur, un futur qui passe par une forte inscription de l'identité alsacienne dans l'identité française et par une, non moins forte, résilience alsacienne.

La France n'a rien à gagner à dissoudre la diversité dans l'uniformité jacobine. Par contre, elle a tout à gagner à la reconnaître et à la valoriser. La diversité apporte d'autres perspectives et d'autres idées. La mise en commun de différences d'horizons, de cultures et d'expériences favorise grandement la créativité et l'innovation et enrichit l'union.

Pierre Klein, président
www.ica.alsace

Die elsässische Identität, zwischen Bluff, wollen und können!

Nicht bedrohte Identität hier, nicht beanspruchte Identität dort!

Von den Proselyten des Grand Est müssen wir immer wieder Dinge voller Arroganz hören. Zum Beispiel: Die Identität des Elsass sei seit seiner Fusion zum Grand Est in keiner Weise bedroht. Gewiss, wenn das Elsass nur ein Wort ist, scheint seine Existenz nicht bedroht zu sein. Aber ist das Elsass nicht mehr als das?

Von prominenten Mitgliedern der elsässischen Politikerklasse haben wir schon manch zurückhaltendes Wort gehört. Die Frage nach der Rückkehr zu einer elsässischen Region sei keine Identitätsfrage. Man erschrickt vor dem Namen, dabei konnte das Elsass gerade wegen der Missachtung seiner Identität so leicht in den Grand Est fusioniert werden².

Wovon spricht man?

Es muss zwischen persönlicher und kollektiver Identität unterschieden werden. Wenn das Problem nicht bei der ersten liegt, dann bei der zweiten, denn wenn man vom Elsass spricht, spricht man von der kollektiven elsässischen Identität.

Die kollektive Identität existiert nicht an sich! Eine kollektive Identität gibt es nur im Zusammentreffen persönlicher Identitäten, von Individuen, die bestimmte Identifikationen teilen und andere ablehnen. Es ist dieses „Geteilte“, das das Kollektiv ausmacht, das es wiederum sucht. Die kollektive Identität ist in diesem Sinne eine Konstruktion, die von einer Gemeinschaft in Abhängigkeit von einer Identitätsstrategie vorgenommen wird. Durch die Sozialisierung wird sie im Bewusstsein der Individuen verankert, um soziale Bindungen aufzubauen und die Individuen zu vereinen. Die Schule und die Medien sind dabei die wichtigsten Werkzeuge.

Dieser Identitätsprozess existiert natürlich stark auf nationaler Ebene. Der französische Staat arbeitet seit sehr langer Zeit unaufhörlich am Aufbau eines Kollektivs namens Nation, und zwar eher an einem „francité“³, das auf der Einheit von Sprache, Geschichte und Kultur beruht, als an einem „francitude“⁴, das auf der Vielfalt der Sprachen, der Geschichte und der Kulturen Frankreichs beruht, eher an einer Vereinigung in der Uniformität als an der Vereinigung in der Vielfalt.

Eine diffuse und verwirrende elsässische Identität, eingeklemmt zwischen einem stets nachdrücklichen französischen Jakobinismus und einem zu wenig ausgeprägten oder zu zaghaften elsässischen Girondismus.

Kann das Elsass seinerseits und als Konsequenz daraus einen solchen Identitätsprozess in Gang setzen? Die Antwort lautet ganz klar: Nein! Das bedeutet nicht, dass die elsässische

² Das Denkmuster, das zur Gebietsreform von 2015 führte, wurde von Frau Lebranchu, der damaligen Ministerin für Gebietskörperschaften, zusammengefasst. In Frankreich, so sagte sie, sei die Region „ein institutionelles Instrument, kein Instrument der kulturellen oder historischen Anerkennung“. Da die Region Elsass in ihrer Identität nicht anerkannt wurde, war es ein Leichtes, sie verschwinden zu lassen.

³ Eine Identität, die auf Einheit in der Uniformität beruht.

⁴ Eine Identität, die auf Einheit in Vielfalt beruht.

Identität nicht existiert. Aber sie ist eher diffus und verwirrend als konstruiert. Es reicht nicht aus, in einem Raum zusammen zu sein und elsässische Gefühle zu empfinden, um das Elsass zu bilden.

Es ist das „Geteilte“, das nicht wirklich existiert, das nicht angestrebt wird oder noch möglich ist. So hat das Elsass zwar eine Geschichte, aber keine kollektive Erinnerung und ist daher nicht von einer Erzählung, einem elsässischen Narrativ dessen, was das Elsass ist, was es war und was es sein könnte, durchzogen. Was wiederum nicht zur Entwicklung einer Forderung nach Befugnissen und Mitteln führt, die gerade eine Identitätsbildung ermöglichen. Es ist die Geschichte der Schlange, die sich in den Schwanz beißt.

Man löst nur das gut, was klar formuliert ist.

Was die Elsässer an der aktuellen Situation in erster Linie beklagen, ist, dass sie nicht mehr als solche anerkannt werden, und zwar durch eine vollwertige elsässische politische Institution, obwohl sie immer gute Kinder der Republik waren. Sie haben sehr gut verstanden, dass eine Region, deren Identität nicht anerkannt wird, leicht aufgelöst werden kann, und dass eine wiedergewonnene Region Elsass kaum mehr Befugnisse und Mittel hätte als die aufgelöste Region und als der Grand Est.

Für sie geht es also in erster Linie um die Frage der Identität. Um ihrer Forderung nachzukommen, muss eine doppelte Forderung aufgestellt werden. Die Forderung nach der Anerkennung einer Identität und die Forderung nach Befugnissen und Mitteln, um diese Identität aufzubauen. Das eine kann nicht ohne das andere erfüllt werden. Beide sind miteinander verbunden. Dies erfordert den Erhalt einer echten CSP und das Verlassen des derzeitigen „departementalen“ Rahmens der CeA.

Wir profitieren davon, wenn wir die Dinge so benennen, wie sie sind und wie sie sein sollten.

Das Elsass befindet sich an einem Scheideweg. Entweder wird es in Zukunft über die Befugnisse und Mittel verfügen, die es ihm ermöglichen, das Eigene zu definieren und zu verwalten und gleichzeitig mit anderen das Gemeinsame zu definieren und zu verwalten, oder es wird in den Mülleimern der Geschichte verschwinden, da es sich an der jakobinischen Uniformität orientiert, die das Gleiche und nicht das Unterschiedliche vereinen will und dabei geschichtsneutrale „Gebiete“ ohne Identität und ohne wirkliche Macht schafft, die alle die gleichen oder fast die gleichen Eigenschaften haben.

Wir sollten keine Angst davor haben, die Dinge so zu sagen, wie sie sind und wie sie sein sollten. Wir sind für unsere Zukunft verantwortlich, eine Zukunft, die durch eine starke Verankerung der elsässischen Identität in der französischen Identität und durch eine nicht weniger starke elsässische Widerstandsfähigkeit gekennzeichnet ist.

Frankreich hat nichts zu gewinnen, wenn es die Vielfalt in jakobinischer Uniformität auflöst. Hingegen hat es viel zu gewinnen, wenn es sie anerkennt und wertschätzt. Die Vielfalt bringt andere Perspektiven und andere Ideen mit sich. Die Zusammenführung von unterschiedlichen Horizonten, Kulturen und Erfahrungen fördert Kreativität und Innovation in hohem Maße und bereichert die Union.

Pierre Klein, Vorsitzender
www.ica.alsace